

harz-labour ar
5 a viz kerzu 2019

HARZ-LABOUR

niverenn 27 — numéro 27



grève du
5 decembre 2019



NOUS AUSSI, NOUS VOULONS LA CHUTE DU RÉGIME

« Je ne vous conseille pas le travail,
mais la lutte. Je ne vous conseille
pas la paix, mais la victoire. »
Friedrich Nietzsche,
Ainsi parlait Zarathoustra

Après plus d'un an de manifestation des Gilets jaunes, une partie de la France est en grève, et, parallèlement, le monde s'embrase. La population d'Hong-Kong est en insurrection depuis plusieurs mois contre l'État chinois. Au Moyen-orient, du Liban à l'Iran en passant par l'Irak, les peuples se soulèvent, se soutiennent, et font face à la répression. En Irak, pendant qu'un consulat iranien est incendié en signe de protestation contre l'influence de la République islamique et la répression menée par ses milices dans différents pays, le soulèvement du peuple iranien contre l'ennemi commun est salué.

En Syrie, huit ans de lutte et 500 000 morts dus à la guerre civile déclenchée par la répression du régime ne sont pas venus à bout du soulèvement. De nouvelles manifestations de masse contre Bachar Al-Assad ont lieu dans les zones rebelles mais aussi dans celles reprises par ce qu'il reste de l'État. Sous les bombes du régime et se son allié russe, la population d'Idlib a tenu à saluer les révoltes en Irak, au Liban et en Egypte. En Palestine, des manifestations et des grèves massives ont dénoncé la reconnaissance par les États-unis de l'annexion de larges pans du territoire palestinien par Israël.

Au Soudan comme en Algérie, la chute des dirigeants suite aux révoltes populaires n'a pas entamé la détermination des manifestants. Aucune soi-disant « transition démocratique » assurée par des tenants de l'ancien régime ou des militaires ne saurait masquer que ce sont des régimes entiers qui doivent

tomber, et non un seul de leurs représentants.

Au Chili, la révolte tient depuis deux mois, malgré la répression féroce, la vingtaine de morts, les milliers d'arrestations, et les viols de manifestantes par des flics. En réponse, des milliers de femmes se mobilisent et dénoncent les policiers violeurs. En Bolivie, le mouvement d'opposition à la pauvreté et à l'autoritarisme d'Evo Morales a entraîné sa chute, mais la situation semble reprise par l'extrême-droite, qui vient d'y mener un coup d'état. Depuis, la répression et la violence raciste se déchaînent contre les syndicalistes et les autochtones, qui organisent la résistance.

En France, le mouvement des Gilets jaunes a retardé l'annonce des mesures d'austérité de plusieurs mois. La réforme chômage maintenant promulguée et la réforme des retraites annoncée, nous sommes face à nos responsabilités. Nous devons comprendre ces réformes pour ce qu'elles sont, dans leurs dimensions économiques et politiques. La réforme de l'assurance chômage a pour but d'accroître la pression et les contrôles sur les chômeurs, de faciliter les radiations, et d'ainsi faire baisser les dépenses sociales de l'État. Quant à la réforme des retraites, et à la volonté du gouvernement d'instaurer un régime par points, c'est François Fillon, qui, dans un rare moment d'honnêteté, en a le mieux parlé : *« La retraite par points, j'y suis favorable, mais il ne faut pas faire croire aux Français que ça va régler le problème des retraites. Le système par points, en réalité, ça permet une chose, qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année le montant des points, la valeur des points, et donc de diminuer le niveau des pensions. Voilà. »*

L'économie étant bien plus un mode de gestion et de gouvernement qu'une science, ces réformes sont hautement politiques. En supprimant les cotisations et en finançant la réforme des allocations chômage par la CSG, le gouvernement redéfinit ce revenu comme une prestation, qu'il choisit d'octroyer ou non, et non plus comme une assurance, dont on peut bénéficier après avoir cotisé. L'État ayant maintenant la main sur le financement de cette caisse anciennement gérée par des syndicalistes et des représentants du patronat, il peut utiliser ces prestations, et la possibilité d'interrompre leur versement aux chômeurs pas suffisamment « méritants », comme outil pour mettre les citoyens au travail. Les pensions de retraite sont elles aussi reprises en main par l'État, grâce à de subtils changements sur les fiches de paye et la suppression des cotisations. Le budget de la sécurité sociale, anciennement co-géré par les syndicats de patrons et d'employés, est maintenant voté par l'Assemblée nationale.

Alors que ces changements pourraient sembler anecdotique, cette évolution dit au contraire beaucoup de ce qu'est le néo-libéralisme : la prise en main par l'État des institutions du travail et de la protection sociale pour les mettre au service du marché du travail. Cette solidarité entre rationalité gouvernementale et logique économique s'établit sous couvert d'« incitation » à travailler et de « responsabilisation »¹.

Ces réformes sont autant économiques que politiques dans la mesure où elles sont aussi des manières de gouverner, de diriger les conduites. Contrôler puis forcer un chômeur à travailler quelques heures pour presque rien n'est pas seulement une façon d'exploiter sa force de travail,

mais aussi une manière de le priver de l'usage de son temps. Menacer de couper les vivres est aussi une façon de remplacer des questionnements possiblement subversifs par l'angoisse du lendemain, et d'accroître ainsi le pouvoir des gouvernements. Comme l'ont rappelé récemment les étudiants, la précarité tue, mais elle rend aussi plus difficile la révolte.

L'austérité est évidemment une manière de tenter d'éviter la baisse du taux de profit des entreprises, mais elle est aussi une vision du monde, un mode de gouvernement. Ce n'est probablement pas un hasard si l'un des premiers pays européen sur lequel s'est jeté le FMI ces dix dernières années fut la Grèce, qui avait connu peu avant une vague d'émeutes dans tout le pays. Dans les années 1970, nombre de manuels destinés aux managers ne cachaient pas le but des réorganisations du travail. Il s'agissait d'élever les cadences et d'accroître la précarité pour faire augmenter les bénéfices, mais aussi, dans le contexte de l'après 68, pour empêcher de parler, de penser, de se concerter, et de s'organiser². Comme le chantait La Rumeur, *le travail est souvent la meilleure des polices*.

Fort de ces enseignements, nous devons cibler l'économie et une certaine idée de la politique. La grève libère du temps et de l'énergie. La lutte permet à des réalités de se rencontrer quand tout les séparait. Quand des potentiels différents se rencontrent, l'événement peut avoir lieu. Pour gagner, il nous faudra allier des manifestations massives et débordantes, la généralisation des grèves, et le blocage des flux de marchandises. Nous ne savons pas encore si le mouvement naissant sera capable de tenir sur la durée, ni s'il s'avérera assez puissant pour renvoyer Macron et les militants de l'économie dans les poubelles de l'histoire, mais une chose est certaine :

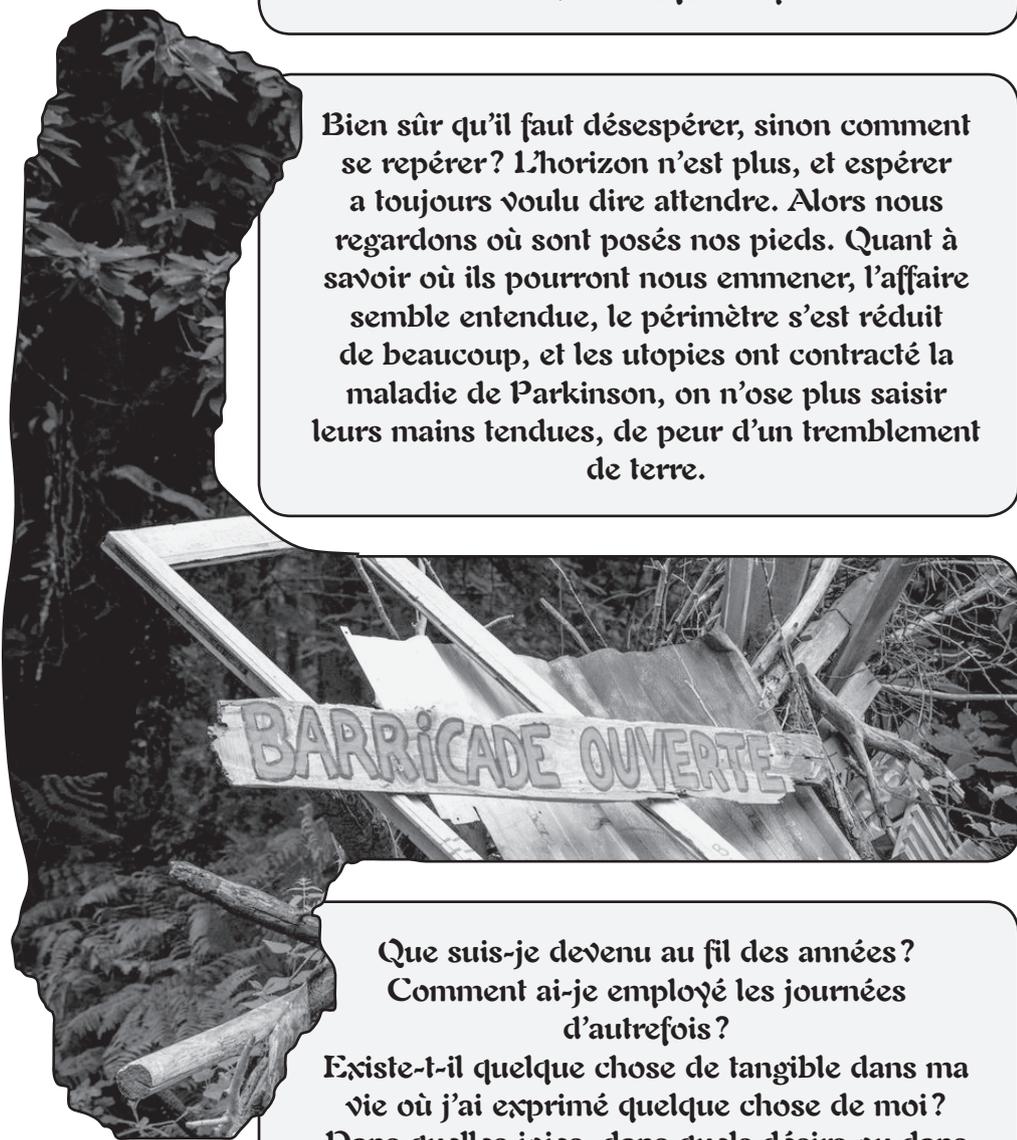
***NOUS N'AURONS
QUE CE QUE NOUS
SAURONS PRENDRE.***

1. Voir, sur youtube, la vidéo d'Usul, *Salé temps pour les chômeurs*.

2. Lire à ce sujet le livre très complet de Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable: une généalogie du libéralisme autoritaire*.

« Il faut rire de ceux qu'on ne peut foudroyer », écrit André Suarès en 1936 dans *Vues sur l'Europe*. Rire, en effet, est la première mesure à prendre en des temps de terrible impuissance. Ne pas faire cadeau de la crainte, ni même d'un argument, qui vaudrait déjà pour une conciliation. Le rire et la désinvolture remédient en partie l'un et l'autre à l'abjecte férule. Les ennemis n'en sont pas moins à éliminer, et, ajoute Suarès : « Il faudrait encore rire d'eux en les foudroyant. »

Bien sûr qu'il faut désespérer, sinon comment se repérer ? L'horizon n'est plus, et espérer a toujours voulu dire attendre. Alors nous regardons où sont posés nos pieds. Quant à savoir où ils pourront nous emmener, l'affaire semble entendue, le périmètre s'est réduit de beaucoup, et les utopies ont contracté la maladie de Parkinson, on n'ose plus saisir leurs mains tendues, de peur d'un tremblement de terre.



Que suis-je devenu au fil des années ?
Comment ai-je employé les journées d'autrefois ?
Existe-t-il quelque chose de tangible dans ma vie où j'ai exprimé quelque chose de moi ?
Dans quelles joies, dans quels désirs ou dans quels espoirs puis-je me reconnaître ?
Où irais-je si je pouvais aller ?
Que serais-je si je pouvais être ?
Que dirais-je si j'avais une voix et qu'on m'autorisait à apparaître non pour authentifier mes plaintes mais pour que celles-ci changent le monde ?
Où va-t-on quand on veut du jour au lendemain échapper à l'ordinaire et trouver l'incomparable ?
Est-il possible et souhaitable de conduire une vie douce, réglée et brillante ?

Ces dernières semaines, un mouvement de révolte populaire d'une grande ampleur a embrasé l'Iran. Son absence de structuration politique semble avoir été à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force, puisqu'aucune organisation ne pouvait encadrer et domestiquer la révolte, et qu'il n'était pas possible pour le pouvoir d'affaiblir le mouvement en arrêtant des leaders comme il l'avait fait lors de la révolution verte de 2009. Mais aussi sa faiblesse, puisque le mouvement a semblé rester peu coordonné face à une répression aussi rapide que féroce sans que celle-ci ne soit documentée sur le moment ni ne donne lieu à une réaction coordonnée en Iran et dans la diaspora iranienne, en raison de la coupure d'internet. Une amie franco-iranienne nous a proposé ce texte revenant sur ces événements.

« DE TÉHÉRAN À BEYROUTH, UNE SEULE RÉVOLUTION QUI NE S'ÉTEINDRA PAS »¹

1. Slogan entendu dans les manifestations au Liban

En Iran, près de dix ans après le Mouvement Vert à l'encontre de l'ancien président Ahmadinejad, c'est toute une population qui se soulève à nouveau contre les modes de gouvernance du régime en place depuis maintenant 40 ans.

Le vendredi 15 novembre 2019, lendemain de l'augmentation arbitraire et considérable des prix du carburant, plusieurs centaines de milliers de personnes ont pris part aux manifestations dans une centaine de villes, du Nord au Sud. Majoritairement issu des classes populaires, brûlant les pompes à essence, ainsi que des centaines de banques et de centres idéologiques du régime islamique (écoles religieuses et centres dédiés aux ayatollahs où les Iraniens sont invités à venir prier pour les représentants du régime), bloquant les grands axes routiers, le mouvement a rapidement embrasé le pays.

Cette nouvelle mesure imposée au peuple iranien, censée bénéficier aux ménages les moins favorisés, intervient dans un contexte de crise économique qui ne fait que s'aggraver depuis l'embargo et la remise en place des sanctions internationales de Donald Trump. La prétendue redistribution des bénéfices de la taxe du carburant, promise par le régime, ne concernerait en réalité qu'une très faible minorité des Iraniens. Elle exclurait notamment les célibataires les plus pauvres pourtant nombreux en Iran où le chômage touche près de 30% de la population jeune.

Mais au delà de l'impact considérable et immédiat sur la qualité de vie des Iraniens de cette réforme, c'est surtout l'intensification croissante des règles édictées par le Régime Islamique depuis la révolution de 1979 qui est à l'origine du soulèvement. La corruption, les dépossessions et expropriations sont monnaie courante en Iran (il est fréquent que des proches du régime fassent jouer leurs relations pour obtenir l'expulsion de l'habitant d'une maison sur laquelle ils lorgnent) et ne font qu'aggraver le gouffre profond entre les différentes classes sociales, dans un pays où le recours à la justice ne profite qu'aux plus influents et où la loi elle-même interdit de critiquer le Gouvernement et le Guide Suprême.

La répression cruelle de l'insurrection, avec l'appui de l'ayatollah Khamenei, a été menée à la fois physiquement par l'armée des Gardiens de la Révolution (*Pasdaran*) et des miliciens *bassidjis*, mais aussi virtuellement avec un blocage complet du réseau Internet 36 heures après le début de la révolte, rendant impossible toute forme de communication (interne comme externe) et, par extension, toute dénonciation de la violence des répressions.

L'usage de la force ayant été autorisé – et encouragé – par le Gouvernement dès les premières heures avec armes à feu, snipers, hélicoptères, canons à eau ainsi que matraquage et gaz lacrymogènes, le dernier rapport d'Amnesty International fait état d'au moins 208 décès parmi les

manifestants pour cinq membres des forces de sécurité, et 7 000 interpellations. Là où les médias contrôlés par l'État ne parlent que d'une dizaine de morts au total.

La majorité des victimes proviennent des provinces arabes et kurdes, populations les plus pauvres d'Iran depuis longtemps discriminées mais qu'on retrouve sans surprise en première ligne du soulèvement. Cette répression des Kurdes iraniens est peu dénoncée à l'international, le PKK, très influent dans la diaspora kurde, axant son discours sur la dénonciation de l'État turc et l'impératif de défense du Rojava (Kurdistan syrien). En raison des différentes négociations entre le PKK et le régime syrien quant à l'avenir du Rojava, le PKK ne dénonce pas les actes de l'allié iranien de Bachar Al-Assad, et le PJAK, branche iranienne du PKK, a cessé toute activité officielle depuis 2012. Les autres organisations kurdes ne bénéficiant pas de réseaux diplomatiques équivalents, la répression des Kurdes d'Iran n'est que très peu documentée.

La contestation populaire du peuple iranien, pourtant étouffée par le régime, a trouvé soutien parmi les pays limitrophes concernés par l'ingérence iranienne, notamment le Liban et l'Irak où banderoles et slogans des manifestants ont encouragé la révolte. Dès lors, le ton du porte-parole de la police, Ahmad Nourian, s'est durci en affirmant que l'armée « n'hésiterait pas à faire face à ceux qui perturbent la paix et la sécurité ».

En revanche, sur le plan international, il n'y a eu que peu de couverture de l'événement par les médias, ou de condamnation formelle des actes de répression. La Maison-Blanche, estimant que le régime iranien avait « abandonné son peuple », a naturellement encouragé la rébellion iranienne contre une pauvreté en partie déclenchée par les sanctions américaines. L'intérêt économique que porte Trump à l'établissement d'un gouvernement proche des États-Unis ne rend sa compassion qu'au mieux hypocrite, tout comme le Ministère des Affaires Étrangères français qui ne fait que « [rappeler] son attachement au respect de la liberté d'expression et du droit à manifester pacifiquement ».

La levée très progressive du blocage des réseaux depuis le 23 novembre s'accompagne de manifestations des partisans du régime fortement invités par les autorités iraniennes à « dénoncer le saccage des biens publics et privés » et « l'ingérence de l'étranger », en totale contradiction avec les publications croissantes des vidéos et témoignages des civils de la violence des autorités, ainsi que la révélation de noms et portraits des victimes de toutes origines : étudiants, passants, manifestants, ouvriers...

À ce jour, l'insurrection semble avoir été globalement étouffée par la répression armée, vouée à de grandes difficultés devant l'absence de coordination entre les différents groupes sociaux, sans organisation politique ou syndicale, puisque interdites par le régime. La coupure d'Internet dès le début du mouvement qui aurait pu faire le lien entre les différents groupes de la nation, internes comme externes au pays, aura été la principale faiblesse du mouvement.

Mais ce nouveau vent de contestation, soutenu par les populations libanaises et irakiennes elles aussi en révolte, fait renaître l'espoir d'un changement dans le cœur d'une population qui souffre dans l'indifférence depuis trop longtemps.

« L'armée de la tyrannie s'étend d'un bout à l'autre du monde, pourtant, De toute éternité et pour l'éternité, c'est le temps favorable aux pauvres. /.../ Sois ici circonspect, car royauté et pouvoir Dépendent entièrement du service accompli sur le seuil des pauvres »
Hâfez, XIV^{ème} siècle